

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - CCAP

MAPA en application des articles L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Administration contractante :

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE,
L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Etablissement public de l'Etat à caractère
Scientifique et Technologique**

OBJET

SERVICE DE LOCATION/ENTRETIEN DU LINGE ET DE BLANCHISSERIE

**Centre de Recherches Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes
63122 Saint-Genès-Champanelle**

Version	Indice	Date d'émission	Document rédigé par	Relu et corrigé par	Validé par
BETA	0	14/10/2024	A COMBRE	F DELOSIERE	
FINALE	1				
REVISÉ	1				

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 *Objet du marché*

Le présent marché porte sur l'exécution de la prestation de location/entretien du linge professionnel et de blanchisserie au bénéfice des agents du centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

1.2 *Lieu d'exécution*

La prestation s'exécutera sur les 2 sites INRAE suivants :

- **Site de Theix** : Route de Theix, 63122 Saint-Genès-Champanelle
- **Site du CHU** : UFR de Médecine et des Professions Paramédicales - 28 place Henri Dunant, 63001 Clermont-Ferrand.

1.3 *Lots*

Au sens de de l'article R2113-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, la présente consultation n'est pas décomposée en lot, car la dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.4 *Tranches optionnelles - TO*

La présente consultation n'est pas ouverte aux Tranches Optionnelles.

1.5 *Prestations Supplémentaires Eventuelles Obligatoires - PSEO*

La présente consultation n'est pas ouverte aux Prestations Supplémentaires Eventuelles.

1.6 *Durée du Marché*

Le marché de location/entretien du linge professionnel et de blanchisserie est passé pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2025 (date prévisionnelle) sous réserve de sa notification.

Le marché pourra être reconduit annuellement après décision écrite du pouvoir adjudicateur, sans toutefois que sa durée totale puisse excéder 4 (quatre) années, sauf dénonciation écrite par INRAE, ou résiliation anticipée du marché, prévue à l'article 12.2 du présent document en cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations.

INRAE adressera au titulaire, sa décision de reconduction ou de non reconduction, 2 mois avant la fin de période en cours du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✓ L'Acte d'engagement (AE),
- ✓ Le BPU en annexe 1 de l'Acte d'Engagement,

- ✓ Le Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du 16/12/2024,
- ✓ Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du 16/12/2024,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS), Issu du texte n°18 de l'arrêté du 30 mars 2021.
- ✓ Le cadre de répondre en Annexe 2
- ✓ Annexe technique et financière au cadre de réponse

ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION

3.1 Location/entretien de textiles - Prestations forfaitaires

Après notification, INRAE fera parvenir au titulaire, un bon de commande pour l'exécution de la 1^e année de la partie forfaitaire du marché.

Un bon de commande sera envoyé au titulaire chaque année, lors du renouvellement du marché.

3.2 Blanchisserie - Prestations complémentaires à bons de commande

Pour les prestations de blanchisserie complémentaires, chaque demande de prestation fera l'objet d'un bon de commande ponctuel, selon les tarifs énoncés dans le BPU en Annexe 1, établi au fur et à mesure des besoins, dans un délai de 15 jours ouvrés avant l'intervention.

3.3 Livraison

Le prestataire retenu fournira le matériel de transport du linge nécessaire à la réalisation du marché tout en garantissant les règles mises en place pour le respect de l'hygiène du linge. S'agissant de la fréquence de collecte et de livraison, les éléments sont mentionnés à l'Annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

Le transport sera assuré par le prestataire par application de l'article 19.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Le transport utilisé pour les prestations est à la charge matérielle et financière du titulaire.

ARTICLE 4 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-INFRACTIONS

4.1 Vérifications

Des opérations de vérification portant sur la qualité des prestations seront destinées à constater que celles-ci répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse d'une prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être ré-exécutée immédiatement.

Au cas où cette nouvelle exécution ne serait pas faite dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard d'exécution mettant en cause la satisfaction des besoins des

services utilisateurs, le pouvoir adjudicateur pourra pour y faire face, décider d'une exécution aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45-1 du CCAG-FCS, l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire par un tiers n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché, le pouvoir adjudicateur pouvant résilier le marché pour faute ou poursuivre les relations contractuelles.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant de l'établissement concerné ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

4.2 Manquements

Tout manquement aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 12 du présent CCAP.

Les manquements seront constatés par la personne chargée du suivi technique du marché ou toute autre personnel INRAE habilité, sous la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur.

4.3 Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux d'INRAE.

Le titulaire est le seul responsable des matériels qu'il utilise durant ses prestations.

Le prestataire est responsable de l'enlèvement du linge sale et cela jusqu'à la restitution du linge propre aux unités concernées par le marché.

ARTICLE 5 - OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Cette obligation concerne notamment le respect de la quantité des prestations exécutées, le respect des horaires et des délais prévus, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention des résultats décrits aux cahier des clauses techniques particulières pour chaque prestation de lavage et de repassage des articles textile.

Si le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

ARTICLE 6 - ACCES AUX LOCAUX

Le titulaire est informé que les sites sont soumis à des contraintes d'accès liées à la sécurité. A cet effet, il est réputé avoir pris connaissance des sites, des possibilités d'accès, des règlements de l'administration, des règlements particuliers et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant, en quelque manière que ce soit, influencer sur l'exécution et/ou la qualité des prestations.

6.1 Site de Theix

INRAE délivrera au livreur du titulaire, un badge d'accès, lors de son passage auprès des agents d'accueil du site. Le livreur devra présenter sa carte d'identité à chaque passage.

Aucun badge ne quittera le site INRAE.

Il est de la responsabilité du titulaire de signaler immédiatement la perte d'un moyen d'accès. Le remplacement des exemplaires manquants sera à la charge du titulaire du marché.

Tout badge manquant pendant la durée du marché, amènera INRAE à refacturer au titulaire, le remplacement des systèmes d'accès, sans que celui-ci puisse élever la moindre contestation :

Après annulation du badge, le coût d'un badge est de 50,00€ TTC (à la date d'établissement du présent document).

6.2 Site du CHU

Le bâtiment où est situé le local des vêtements de travail est accessible de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Durant la période estivale et pendant les fêtes de fin d'année, le bâtiment n'est pas accessible.

L'accès de toute personne extérieure aux services de l'entreprise titulaire du marché est strictement interdit.

ARTICLE 7 - GARANTIE

Sans Objet.

ARTICLE 8 - RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

ARTICLE 9 - MODALITE DE DETERMINATION DU PRIX

9.1 Nature du prix

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande :

- Après notification, INRAE fera parvenir au titulaire, un bon de commande pour l'exécution de la 1^{ère} année de la partie forfaitaire du marché. Un bon de commande sera envoyé au titulaire chaque année, lors du renouvellement du marché.
- Les prestations réalisées en dehors du forfait, telles que les prestations de blanchisserie, seront effectuées à la demande. Elles seront réalisées dès l'établissement d'un bon de commande sur la base des prix unitaires établis à l'Annexe 1 à l'Acte d'Engagement.

Ces prix s'entendent hors T.V.A. et sont réputés fixés aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire

9.2 Révision des prix

9.2.1 – Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au cours du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois M0 (mois zéro).

Les prix ne seront pas révisés la première année. Ils seront révisables une fois par an à chaque date de reconduction de l'accord-cadre soit au 1er avril (date prévisionnelle, le cas échéant une date de début de marché différente pourra être déterminée à la notification) de chaque année de reconduction.

9.2.2 – Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables annuellement, sur demande du titulaire, à la date anniversaire de la date de début d'exécution des prestations fixée dans l'acte d'engagement de chaque accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (N/N_0)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial au mois de remise des offres

N₀ = indice de production dans les services « Blanchisserie et teinturerie » - identifiant 010769567, Base 100 en 2021, valeur de cet indice pour le mois zéro (= mois de remise des offres).

N = indice de production dans les services « Blanchisserie et teinturerie » - identifiant 010769567, Base 100 en 2021, valeur du dernier indice définitif paru à la date de révision (= mois anniversaire).

Le titulaire fait parvenir sa demande, au plus tard 1 mois avant la date de révision des prix du marché.

Lors de la révision des prix, une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail des calculs, sera jointe à la première facture.

La révision des prix s'applique à la baisse comme à la hausse.

ARTICLE 10 - AVANCE

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et R2191-5 du décret n°2018-1075 précité, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire en page 2 du présent document. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une Petite et Moyenne entreprise (PME) au sens de la recommandation de la commission européenne, à savoir qu'elle emploie moins de 250 personnes et que son chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou son bilan n'excède pas 43 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80 %).

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Mode de règlement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format **pdf** sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (RIB joint). Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

11.2 Paiement

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique.

Le mode de règlement est le virement administratif.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par INRAE, après attestation du service fait par le service acquéreur.

Pour ce qui concerne les prestations supplémentaires à la demande, le service fait est subordonné à la remise par le titulaire d'un bon d'intervention permettant au représentant du pouvoir adjudicateur de s'assurer de la réalisation de la prestation. L'absence de remise de ce bon d'intervention par le titulaire fait supposer la non-exécution de la prestation.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquels un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

ARTICLE 12 - PENALITES / RESILIATION

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure du titulaire du marché.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et exigibles dès le premier euro. Toutefois le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20% du montant global des prestations commandées par INRAE.

12.1 Pénalités

12-1-1 - Pénalités en cas de dépassement des délais d'exécution

En cas de retard dans la fréquence d'enlèvement ou de restitution des articles nettoyés, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard, à compter de la dernière livraison + 7 jours calendaires.

12-1-2 – Pénalités pour mauvaise exécution

Si les prestations sont mal exécutées, notamment en cas d'exécution non conforme, incomplète ou lorsque les spécifications techniques prévues au CCTP ne sont pas respectées, après constat partagé entre INRAE et le titulaire, le linge sera retiré, et les pénalités de dépassement des délais exécution s'appliqueront conformément à l'article 12.1.1 ci-dessus.

12-1-3 – Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, la non-conformité de l'envoi des commandes, une pénalité forfaitaire de 20€ par document non conforme pourra être appliquée par l'établissement.

12-1-4 - Pénalité en cas de travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant total des commandes déjà effectuées et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités

12.2 Résiliation

12-2-1 - Motifs de résiliation

Le Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

12-2-2 - Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation, doit apporter au Pouvoir Adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

12-2-3 - Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le Pouvoir Adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de réaliser les prestations.

12-2-4 - Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur du marché peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement d'INRAE.

12-2-5 - Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 42 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité. Le décompte de résiliation est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG-FCS.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, ce marché exclu toute indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités qu'INRAE aurait décidé d'appliquer.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DU MARCHE - AVENANT

Toute décision modifiant les stipulations du présent marché et acceptée par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 14 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les stipulations de l'article 7 du CCAG-FCS sont applicables, sauf dérogation figurant ci-dessous.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-FCS, toute nouvelle disposition législative en matière de protection de l'environnement s'applique de plein droit au marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant sauf pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.

ARTICLE 15 - HYGIENE et SECURITE

Les stipulations suivantes s'appliquent :

- Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.
- Le titulaire sera tenu d'appliquer les normes et consignes de sécurité pour son personnel dans le cadre de ses prestations.

ARTICLE 16 - ASSURANCE

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire s'engage à fournir à l'INRAE une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. La garantie « matériel » devra être suffisante, l'étendue de la garantie devra être indiquée pour les dommages corporels.

Le non-respect de cette clause par le titulaire entraînera la résiliation d'office du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

Tous dégâts ou bris de matériel appartenant à INRAE, du fait du titulaire, seront réparés ou remplacés par celui-ci, à ses frais, en accord avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité, dans les huit jours suivant la constatation.

ARTICLE 17 - DISCRETION, CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Pouvoir Adjudicateur, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ce dernier, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité d'INRAE qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombée dans le domaine public.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, sans aucune possibilité de dédommagement.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

ARTICLE 18 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de « responsable du traitement », et le titulaire celle de « sous-traitant » du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

ARTICLE 19 - LITIGES

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre INRAE et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le Tribunal Administratif de Clermont-Fd est seul compétent.

ARTICLE 20 - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE

En application de l'article R2322-11 du code de la commande publique, INRAE peut avoir recours au marché complémentaire.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS

Par dérogation aux articles 1.2 du CCAG-FCS, le présent CCAP n'établit pas la liste des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Fait à Theix, le 16/12/2024